

Les inégalités salariales coûtent très cher à la France

Les femmes gagnent en moyenne 18 % de moins que les hommes, depuis des années. Chez les cadres, cette inégalité est encore plus criante (26 %). Soit un gâchis évalué à plusieurs dizaines de milliards d'euros !

L'égalité de salaires pour 2186 ?

La Fondation Concorde est un think-tank économique. Elle s'est penchée sur le gâchis que représente, pour la France, les inégalités salariales, et les résultats de son étude sont publiés en exclusivité dans le Figaro. Le constat est édifiant : d'après elle, ces inégalités continuent de prospérer, malgré la volonté des pouvoirs publics de légiférer contre.

Pour dénoncer ce phénomène, le 24 octobre 2016 à 14h38, en Islande, des milliers de femmes ont cessé le travail à l'heure à laquelle, à salaire équivalent aux hommes, elles ne sont plus payées. La précédente mobilisation de ce type, en 2010, avait débuté trois minutes plus tôt. Le 07 novembre 2016, le collectif français Les Glorieuses ont invité les salariées à cesser le travail à 16h34, heure précise à partir de laquelle elles travaillaient « bénévolement ». Une action soutenue alors par la ministre du Droit des femmes, Laurence Rossignol.

Selon un rapport du Forum économique mondial, l'égalité des salaires entre hommes et femmes ne sera pas atteinte avant 170 ans. Ainsi, l'égalité salariale femmes/hommes ne sera possible qu'en 2186. Pourtant, la persistance de ces inégalités nuit gravement à l'économie française : selon les experts de la Fondation, le différentiel de salaire net versé entre les femmes et les hommes représente en moyenne 3 525 euros par an et atteint ainsi de manière agrégée, 33,6 milliards euros par an.

Un manque à gagner pour l'Etat aussi

Ce "manque à gagner" en termes de salaire net, a également des répercussions en termes de consommation et de recettes fiscales. On estime ainsi que la consommation nette agrégée supplémentaire pourrait s'élever à 21,98 milliards € (lorsque le surplus d'épargne serait lui de 6,2 milliards €). Ce supplément permettrait de générer 0,16 point de croissance supplémentaire, qui seraient les bienvenus.

La Fondation s'est même amusée, si l'on peut dire, à imaginer les gains que pourrait tirer la France, si l'égalité salariale stricte était appliquée. Bercy bénéficierait d'un nouveau levier fiscal qui permettrait de dégager 168,74 milliards d'euros supplémentaires durant un quinquennat. Ce projet

pourrait donc permettre de lever le carcan fiscal qui pèse sur les entreprises et l'investissement, et pourrait permettre de déployer l'une des réformes suivantes : la réduction totale des déficits des différents régimes de retraites, de la sécurité sociale et de l'assurance chômage, ou l'allègement durable de 33 milliards/ an de charges sur les salaires ou la mise en place d'un taux d'impôt sur les sociétés à 14% ou bien une baisse de 40% de l'impôt sur le revenu.

De quoi donner envie aux autorités de prendre le taureau par les cornes ?!